

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE BORDEAUX**

N° 2000153

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Association Natur’Jalles
Association France Nature Environnement Nouvelle-
Aquitaine
M. Philippe Bouchard
M. David Das Neves
Mme Sandrine Barré
M. Guillaume Claverie
M. Jérôme Molleton et Mme Nadia Molleton
M. Franck Lyon
M. Serge Bouchet

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le juge des référés

J-C. Pauziès
Juge des référés

Audience du 12 février 2020
Ordonnance du 17 février 2020

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires enregistrés respectivement le 14 janvier 2020 et le 11 février 2020, l’association Natur’Jalles, l’association France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine, M. Bouchard, M. Das Neves, Mme Barré, M. Claverie, M. et Mme Molleton, M. Lyon, et M. Bouchet, représentés par Me Maginot, avocat, demandent au juge des référés :

1°) d’ordonner, sur le fondement de l’article L. 521-1 du code de justice administrative, la suspension de l’exécution de l’arrêté de la préfète de la Gironde du 13 septembre 2019 complémentaire de l’arrêté préfectoral n° SEN 2016/01/15-07 modifiant l’arrêté n° SEN 2012/03/19-30 portant autorisation au titre de l’article L. 214-3 du code de l’environnement relatif à l’aménagement d’un tronçon de route départementale n° 1215, dite déviation du Taillan, sur les communes du Taillan-Médoc, de Saint Aubin-de-Médoc, du Pian-Médoc et d’Arsac ;

2°) de mettre à la charge de l’Etat et du département de la Dordogne une somme de 5 000 euros au titre des dispositions de l’article L. 761-1 du code de justice administrative.

L'association Natur'Jalles, l'association France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine, M. Bouchard, M. Das Neves, Mme Barré, M. Claverie, M. et Mme Molleton, M. Lyon, et M. Bouchet soutiennent que :

- l'association Natur'Jalles justifie d'un intérêt à agir compte tenu de son objet social défini à l'article 1^{er} de ses statuts ;

- l'association France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine agréée au titre de la protection de l'environnement en application de l'article L. 141-1 du code de l'environnement justifie également d'un intérêt à agir dès lors que l'arrêté entrepris autorise la destruction et l'altération d'habitats d'une centaine d'espèces animales et végétales protégées ;

- les autres requérants résident à proximité immédiate du tracé de l'aménagement routier litigieux ;

- la condition d'urgence est satisfaite dès lors que les travaux qui ont débuté sont susceptibles de porter une atteinte irréversible aux espèces protégées et à leurs habitats ; la circonstance qu'aucun recours n'ait été exercé contre l'autorisation de défrichement n'est pas de nature à établir un défaut d'urgence ; l'association France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine avait contesté l'arrêté de dérogation du 19 novembre 2013 ; l'autorisation « loi sur l'eau » a également été contestée par une autre association ; les recours en référé et au fond ont été introduits dans le délai prévu à l'article R. 181-50 du code de l'environnement ; le département de la Gironde reconnaît expressément le démarrage des travaux depuis octobre 2019 et cette circonstance suffit à caractériser une situation d'urgence ; sur ce point les pièces produites en défense corroborent les constatations des associations requérantes ; d'autres espèces ou stations botaniques n'ont pas encore été inventoriées notamment la Romulée de Provence qui est une espèce protégée connue à proximité immédiate du projet, or elle n'a fait l'objet d'aucune demande de dérogation ; les mesures de réduction et de compensation prévues ne sont pas de nature à empêcher toute destruction d'espèces protégées de leurs habitats ;

- il existe un doute sérieux sur la légalité de l'arrêté préfectoral dès lors qu'il autorise la destruction d'animaux appartenant à des espèces de vertébrés protégée au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement, menacée d'extinction en France en raison de la faiblesse, observée ou prévisible, de leurs effectifs et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département et qu'une dérogation délivrée par le ministre chargé de la protection de la nature était nécessaire ;

- les trois conditions cumulatives prévues par les dispositions du 4° du I de l'article L. 411-2 du code de l'environnement pour que soit délivrée la dérogation prévue par ces dispositions ne sont pas réunies ; la circonstance que le tribunal administratif et la cour administrative d'appel n'ont pas remis en cause l'appréciation portée sur les raisons impératives d'intérêt public à l'occasion de l'examen du précédent arrêté de dérogation du 30 août 2013 ne peut être retenue, l'arrêté du 13 septembre 2019 portant sur un projet différent ;

- le désenclavement du nord Médoc ne constitue pas une raison impérative d'intérêt public majeur : le projet va au contraire induire un surcroît de véhicules sur les routes et accroître les nuisances justifiant par ricochet de nouveaux aménagements routiers qui sont d'ailleurs déjà à l'étude ; l'enclavement du Médoc n'est pas causé par l'absence de route, mais par l'engorgement aux heures de pointes de toutes celles qui drainent la circulation entre le Médoc et l'agglomération bordelaise, ainsi que par les embouteillages de la rocade bordelaise qui répercutent les difficultés de circulation sur les routes ; la politique de transport et d'aménagement du territoire fait intervenir plusieurs acteurs qui ne poursuivent pas nécessairement des objectifs concordants et coordonnés ;

- le projet augmentera les nuisances en raison de sa proximité avec certaines habitations ;

- le projet s'insère dans un environnement naturel particulièrement sensible et il favorisera l'étalement urbain de la métropole bordelaise et l'artificialisation des sols du nord Médoc alors que les services de l'Etat souhaitent limiter le développement de l'urbanisation ;

- l'amélioration de la sécurité des usages n'est pas justifiée par le maître d'ouvrage ;

- le projet fait peser un risque majeur sur la ressource en eau potable ; le département de la Gironde n'a pas suffisamment pris en compte les préconisations d'un expert qui a prescrit la réalisation de sondages des sols ; le risque lié aux bassins de rétention et à leur déversement dans le milieu naturel en cas d'événements exceptionnels n'est pas suffisamment pris en compte ; le département ne peut se borner à se retrancher derrière son autorisation « loi sur l'eau » dont la légalité a été confirmée par la cour administrative d'appel de bordeaux ;

- il existe des solutions alternatives satisfaisantes ; la variante n° 1, qui consiste en un réaménagement de la route actuelle Castelnau-Salaunes, permettrait une meilleure diffusion de flux de véhicules en desservant des échangeurs supplémentaires de la rocade bordelaise ; cette variante 1 permet également de réduire le trafic dans le centre bourg du Taillan-Médoc ; le département de la Gironde ne peut sérieusement affirmer que le tracé retenu serait le moins impactant pour l'environnement, et en particulier pour la faune et la flore ; c'est à tort que le département de la Gironde fait valoir que la variante retenue présenterait le moindre impact sur les zones humides alors au demeurant que l'évaluation des zones humides présente un caractère lacunaire ; l'analyse comparative des impacts environnementaux des variantes 1 et 5 réalisées par le maître d'ouvrage ne tient pas compte du caractère préexistant de la variante n° 1 entraînant ainsi une réduction du nombre de kilomètres de voies nouvelles à créer ; la variante n° 1, par son éloignement des zones habitées, présente au contraire l'avantage de limiter ces impacts et devrait en toute logique être avantagée sur ce critère ; le maître d'ouvrage n'apporte aucune attention à la question des transports collectifs, et en particulier à l'effet bénéfique d'une politique de transfert modal passant par la réhabilitation de la ligne de chemin de fer entre Bordeaux et le Verdon aujourd'hui sous-exploitée, et par le renforcement du réseau de bus ; le département de la Gironde n'a pas tenu compte du projet de futur RER métropolitain devant permettre une amélioration du service TER ; la variante n° 1, combinée à une politique dynamique de transfert modal, semble constituer une alternative satisfaisante, permettant de répondre aux objectifs poursuivis par le département de la Gironde, qui consistent à réduire le trafic de transit, notamment des poids lourds, dans la traversée du Taillan et à améliorer la desserte du nord Médoc ;

- parmi les espèces concernées par la dérogation, certaines méritent une attention particulière, notamment les chiroptères, l'espèce végétale Gaillet boréal, l'azuré de sanguisorbe ; les mesures prises pour tenter d'assurer la conservation cette espèce sont insuffisantes ; sur les 7 îlots proposés en compensation, 6 concernent du reboisement de pins maritimes qui ne sont pas favorables à la faune ;

- la Romulée de Provence, espèce protégée figurant sur la liste rouge en Aquitaine n'a pas été prise en compte et n'a pas fait l'objet de demande de dérogation ;

- la mesure A10, gestion de l'arrêté préfectoral de gestion de biotope dont la création date de 2013, n'est pas suffisante pour s'assurer que des pratiques préjudiciables aux espèces ne vont pas perdurer ;

- l'efficacité des passages à faune pour chiroptères n'est pas démontrée ;

- les mesures compensatoires proposées en boisement de qualité pour le murin de Bechstein ne sont pas suffisantes ;

- les mesures de compensation prévues par l'autorisation ne permettent pas de garantir la pérennité des mesures compensatoires et par suite l'absence de perte nette de biodiversité ; les conditions posées par le conseil national de protection de la nature ne sont

pas respectées ; les prescriptions émises par le ministre en charge de la protection de la nature dans son avis du 25 juillet 2019 ne sont pas davantage respectées ;

Par un mémoire en défense enregistré le 5 février 2020, le département de la Gironde, pris en la personne de son président, représenté par Me Heymans, avocat, conclut au rejet de la requête et à la mise à la charge des requérants d'une somme de 5 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Le département fait valoir que :

- la condition d'urgence n'est pas satisfaite dès lors qu'aucun recours n'a été exercé contre l'autorisation de défrichement et au moment où les travaux ont débuté ; les photographies produites pour justifier de l'urgence ne précisent ni la date ni les lieux des faits ; les mesures de réduction et de compensation prévues ne permettent pas de caractériser une situation d'urgence ;

- l'arrêté a été précédé de l'avis du ministre chargé de la protection de la nature en date du 25 juillet 2019 ;

- parmi les raisons impératives d'intérêt public majeur il convient de distinguer celles regroupant la santé, la sécurité publique et l'environnement pour lesquelles les autorités administratives et juridictionnelles ne disposent que d'une faible marge d'interprétation « d'autres raisons », de nature sociale ou économique en particulier pour lesquelles les autorités administratives et juridictionnelles disposent d'une certaine marge d'appréciation ;

- l'intérêt public majeur du projet a été retenu par le tribunal administratif de Bordeaux dans son jugement n° 1304140 du 30 juillet 2015 ; le ministre chargé de la protection de la nature a également retenu cet intérêt public majeur dans un arrêté du 30 août 2013 ;

- les raisons impératives d'intérêt public majeur justifiant la nécessité du projet sont les suivantes : le désenclavement du Nord Médoc et la contribution à son développement économique grâce à une meilleure desserte routière, la réduction du trafic dans la traversée du Taillan-Médoc, notamment le trafic poids lourds, afin d'améliorer la sécurité des usagers et de préserver la qualité de vie des riverains ;

- le projet n'entraînera aucune atteinte à la ressource en eau ; la question a été traitée dans le cadre du dossier loi sur l'eau ; l'autorisation « loi sur l'eau » a déjà fait l'objet d'un contentieux auquel la cour administrative d'appel de Bordeaux a mis un terme dans un arrêt du 7 juillet 2016 n° 15BX03180 ;

- si les requérants soutiennent que la variante 1 aurait dû être prise en considération dès lors qu'elle n'a aucune incidence sur les espèces protégées, les variantes ont bien été étudiées et abandonnées ; les variantes écartées auraient également impliqué des demandes de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées ; la variante 1 mise en avant par les requérants entraînait un allongement de la distance de près de 13 km, elle traverse un vaste espace naturel et une vaste zone humide sur la quasi-totalité de son tracé ;

- la variante 5 apporte la meilleure réponse aux objectifs initiaux, et le meilleur compromis entre les différents impacts : impact moindre sur le milieu naturel par rapport aux autres variantes, situation à proximité du tissu urbain ;

- la solution des transports publics invoquées par les requérants ne constitue pas une solution alternative mais plutôt une solution complémentaire ; au demeurant, les aménagements relatifs aux transports collectifs ne relèvent pas de la compétence du département ;

- les mesures prévues pour assurer le maintien des espèces protégées dans un état de conservation favorable sont suffisantes ; la critique des mesures de gestion de l'arrêté préfectoral de protection de biotope n'est pas fondée ; le département a poursuivi ses acquisitions foncières afin de sécuriser les terrains de compensation, et de travailler sur des

surfaces plus étendues et moins morcelées ; une promesse de vente a ainsi été signée avec le Golf du Médoc, pour l'acquisition de 68 hectares incluant la parcelle couverte par l'arrêté de protection de biotope, siège de la population de papillons ; ce sont ainsi 161 hectares qui sont maîtrisés par le département, pour 150 demandés par le conseil national de protection de la nature, qui seront confiés à un ou plusieurs organismes spécialisés de gestion ; l'éco-pont permettra de maintenir une connexion entre la population nord-est de l'Azuré de la Sanguisorbe isolée par la déviation et le reste de la population, et ainsi éviter le risque qu'à terme, cette population ne s'éteigne ; les requérants ne démontrent pas l'insuffisance alléguée des passages aériens pour chiroptères ; les requérants ne démontrent pas que la surface compensatoire du murin aurait été calculée sur la base d'une méthodologie erronée ; les 7 îlots sont des mesures de compensation prévues pour le défrichement et non pour compenser l'impact sur la faune ; ces zones de compensation ne seront pas uniquement plantées de pins maritimes ; les mesures de compensation sont sécurisées en recherchant l'augmentation des surfaces de compensation d'un seul tenant ; le département a notamment obtenu une promesse de vente pour une parcelle classée dans l'arrêté préfectoral de protection de biotope ;

Par un mémoire en défense enregistré le 7 février 2020, la préfète de la Gironde conclut au rejet de la requête.

La préfète de la Gironde fait valoir que :

- l'intérêt à agir de certains requérants n'est pas établi ;
- l'urgence n'est pas constituée dès lors que les atteintes aux espèces protégées évoquées par les requérants ne sont pas établies ;
- l'arrêté attaqué respecte la procédure prévue aux articles R. 181-2 et R. 181-28 du code de l'environnement et le ministre a donné son avis conformément à ses dispositions ;
- l'arrêté respecte les trois conditions posées par l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;
- l'arrêté fait état de l'existence d'une raison impérieuse d'intérêt public majeur, en indiquant, que le projet vise à désenclaver le nord du Médoc, à réduire le trafic routier dans le centre bourg du Taillan-Médoc, mais également à renforcer la sécurité des usagers, ainsi qu'à préserver la qualité de vie des riverains et améliorer l'accessibilité des zones urbanisées de Saint-Aubin-de-Médoc ; le tribunal administratif de Bordeaux a explicitement reconnu l'existence d'une raison impérieuse d'intérêt public majeur dans ce projet et ce jugement a été confirmé par un arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux ;
- le projet permet de dévier une route départementale stratégique pour desservir un vaste territoire économiquement fragile qu'une géographie particulière a enclavé au Nord-Ouest du plus grand département français ; la réalisation de la déviation permettra une réduction du temps de parcours, du giratoire du Médoc à Castelnau, d'environ 25% ; si les requérants invoquent le développement de l'urbanisation qui serait induite par cette déviation, le projet ne prévoit pas de sortie le long du linéaire de la déviation et l'éventuelle augmentation des emprises urbanisées présentes à proximité de la déviation ne relève ni de la compétence de l'État, ni de celle du Conseil départemental ; les habitations les plus proches du projet seront situées à environ 400 mètres de l'axe du projet, ce tracé permettant de ne pas impacter la forêt de protection du Taillan ; par ailleurs, la mise en œuvre d'équipements et mesures est prévue pour réduire l'impact du futur ouvrage sur les habitations ;
- le pétitionnaire a souhaité acquérir plusieurs dizaines d'hectares le long de l'emprise du projet, en face de la zone occupée par le golf, ce qui témoigne d'une volonté de protection des espaces naturels et des espèces qui s'y trouvent ; l'éventuel développement des emprises urbanisées, qui pourrait être directement et exclusivement lié au projet, n'est nullement établi à ce stade et le choix d'ouvrir à l'urbanisation de nouvelles zones présentes sur une commune

résulte d'une décision de la commune, ou, le cas échéant, de l'intercommunalité compétente en matière d'urbanisme ;

- l'intérêt de ce projet réside notamment dans le fait qu'il permettra de réduire fortement, voire d'éviter complètement la traversée d'un centre bourg par un nombre important de véhicules, dont des camions de gabarit important ;

- le risque présenté par le projet sur la ressource en eau potable n'est pas démontré par les pièces produites par les requérants ;

- la variante 5 est celle qui répond le mieux aux objectifs du projet, au vu, notamment de ses impacts mesurés sur l'environnement ; la variante 1, considérée par les requérants comme la meilleure alternative possible présente notamment l'inconvénient d'être positionnée, pour une part très majoritaire de son tracé, sur une zone humide, éloignée de divers secteurs urbanisés ; en outre, cette variante aurait pour effet d'accroître la distance qui devrait être couverte par les usagers de plus de 12 km par rapport à l'existant et elle aurait également impliqué une connexion à la RD 1215 au niveau du bourg de Salaunes et à l'échangeur 8 de la rocade ;

- les mesures de compensation doivent bien être prises en compte dès lors qu'il s'agit de garantir, au mieux, le maintien dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ; les insuffisances du projet pour la protection des espèces concernées par la dérogation ne sont pas établies ;

- la mesure de compensation A10 est suffisante ;

- la mesure de création d'un éco-pont est une mesure de réduction et la mesure de réduction R 13 ne revêt pas un caractère insuffisant ;

- l'aménagement des passages à faune constitue une mesure de réduction qui n'a pas vocation à supprimer tout risque de mortalité pour chiroptères ;

- les sites présentés dans le dossier de demande de dérogation et déjà sécurisés totalisent un potentiel de restauration de 61,48 ha de boisements, notamment en faveur des chiroptères, donc au-delà des préconisations du conseil national de protection de la nature pour cette espèce ;

- les mesures de reboisement prévues ont donc bien vocation à participer au maintien de la faune ;

- la rédaction de l'arrêté reprend à la fois la rédaction de l'avis du conseil national de protection de la nature et de l'avis conforme du ministre et il indique que la compensation est mise en œuvre pour une durée minimale de 30 ans ; la sécurisation des sites de compensation complémentaire doit être achevée au plus tard l'année de la mise en service de la déviation ;

Vu :

- les autres pièces du dossier ;

- la requête n° 2000136, enregistrée le 13 janvier 2020 par laquelle l'association Natur'Jalles, l'association France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine, M. Bouchard, M. Das Neves, Mme Barré, M. Claverie, M. et Mme Molleton, M. Lyon, et M. Bouchet, demandent l'annulation de l'arrêté de la préfète de la Gironde du 13 septembre 2019 complémentaire de l'arrêté préfectoral n° SEN 2016/01/15-07 modifiant l'arrêté n° SEN 2012/03/19-30 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatif à l'aménagement d'un tronçon de route départementale n° 1215, dite déviation du Taillan, sur les communes du Taillan-Médoc, de Saint Aubin-de-Médoc, du Pian-Médoc et d'Arsac

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code de justice administrative.

Le président du tribunal a désigné M. Pauziès, vice-président, pour statuer sur les demandes de référé.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Au cours de l'audience publique du 12 février 2020 à 15h00, après le rapport, ont été entendues :

- les observations de Me Maginot, représentant les requérants, qui a déclaré abandonner le moyen tiré de l'incompétence de l'auteur de l'acte et qui a développé les écritures de ces requérants ;
- les observations de Me Heymans, représentant le département de la Gironde, qui a repris les moyens en défense soulevés par cette collectivité dans ses écritures ;
- les observations de Mme Bessièrès, représentant la préfète de la Gironde, qui a confirmé les écritures de cette autorité, de M. Cojocarui qui a détaillé les mesures prises en matière de protection de la ressource en eau potable et de Mme Greslier, qui a précisé les conditions dans lesquelles pourraient être mises en œuvre des mesures de compensation pour la Romulée de Provence dans l'hypothèse où sa présence serait constatée sur l'emprise de la déviation ;

La parole a été donnée en dernier lieu aux défendeurs et, en application de l'article R. 522-8 du code de justice administrative, les parties ont été informées que la clôture de l'instruction était différée au 14 février 2020, à 12h00.

Par des pièces complémentaires enregistrées le 13 février 2020 et un mémoire complémentaire enregistré le 14 février 2020 à 9h55, l'association Natur'Jalles, l'association France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine, M. Bouchard, M. Das Neves, Mme Barré, M. Claverie, M. et Mme Molleton, M. Lyon, et M. Bouchet concluent aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens et soutiennent en outre que :

- les prescriptions émises par le conseil national de protection de la nature et par le ministre chargé de la protection de la nature n'ont pas été reprises par l'autorité administrative dans son arrêté de dérogation ; au demeurant le département a reconnu à l'audience que la sécurisation des surfaces compensatoires n'était pas achevée ; un dispositif de type arrêté préfectoral de protection de biotope ne constitue pas une mesure de protection suffisante ;
- la circonstance que la présence de Romulée de Provence ne soit pas avérée sur le tracé de la déviation est sans influence dès lors que l'impact sur les espèces protégées doit s'apprécier dans un périmètre élargi ; par ailleurs, si des solutions de compensation ont été admises à l'audience en cas de présence de cette espèce, le dossier de demande de dérogation n'en fait pas mention et l'arrêté aurait dû expressément prévoir la destruction de cette espèce ;
- en ce qui concerne l'impact du projet sur la ressource en eau, les piézomètres prévus n'ont pas été réalisés avant le début des travaux comme l'admet le département ; les préconisations de l'expert ne portent que sur la partie sud du projet alors que le risque de contamination de la nappe se présente sur tout le tracé selon un axe Nord-Sud ;
- contrairement à ce qui a été soutenu à l'audience, il n'y a pas eu de « co-construction » du projet avec le conseil national de protection de la nature.

Par un mémoire en défense, enregistré le 14 février 2020 à 11h57, le département de la Gironde conclut au rejet de la requête par les mêmes moyens et fait valoir en outre que :

- en reconnaissant l'existence de raisons impératives d'intérêt public majeur, la juridiction s'inscrira dans une jurisprudence stabilisée en matière de contournement routier ;
- l'existence d'une atteinte à la ressource en eau n'est pas davantage démontrée par les nouvelles pièces produites par les requérants ;
- la présence de la Romulée de Provence n'est pas démontrée sur l'emprise du projet ;
- il a pris des engagements concernant l'augmentation des surfaces de compensation ;
- il a également pris des initiatives pour améliorer la mobilité durable et éviter l'encombrement des routes ;

Par un mémoire en défense, enregistré le 14 février 2020 à 12h24 qui n'a pas été communiqué, la préfète de la Gironde conclut au rejet de la requête par les mêmes moyens.

Une note en délibéré, produite pour l'association Natur'Jalles, l'association France Nature Nouvelle-Aquitaine, M. Bouchard, M. Das Neves, Mme Barré, M. Claverie, M. et Mme Molleton, M. Lyon, et M. Bouchet a été enregistrée le 14 février 2020 à 15h28.

Considérant ce qui suit :

1. Le 13 septembre 2019, la préfète de la Gironde a pris un arrêté complémentaire de l'arrêté préfectoral n° SEN 2016/01/15-07 modifiant l'arrêté n° SEN 2012/03/19-30 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatif à l'aménagement d'un tronçon de route départementale n° 1215, dite déviation du Taillan, sur les communes du Taillan-Médoc, de Saint Aubin-de-Médoc, du Pian-Médoc et d'Arsac. Cet arrêté autorise le département de la Gironde à déroger à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées. Par la présente requête, l'association Natur'Jalles, l'association France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine, M. Bouchard, M. Das Neves, Mme Barré, M. Claverie, M. et Mme Molleton, M. Lyon, et M. Bouchet demandent la suspension de l'exécution de cet arrêté.

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

2. Aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : « *Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision (...)* ».

3. Aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « *I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ; 2° La*

destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ; 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; 4° La destruction, l'altération ou la dégradation des sites d'intérêt géologique, notamment les cavités souterraines naturelles ou artificielles, ainsi que le prélèvement, la destruction ou la dégradation de fossiles, minéraux et concrétions présents sur ces sites (...) »

Aux termes de l'article L. 411-2 du même code : « I. – Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées (...) 4° La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pouvant être évaluée par une tierce expertise menée, à la demande de l'autorité compétente, par un organisme extérieur choisi en accord avec elle, aux frais du pétitionnaire, et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ; b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ; c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement (...) »

4. En l'état de l'instruction aucun des moyens invoqués par l'association Natur'Jalles, l'association France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine, M. Bouchard, M. Das Neves, Mme Barré, M. Claverie, M. et Mme Molleton, M. Lyon, et M. Bouchet tels qu'exposés dans les visas de la présente ordonnance, ne paraît de nature à faire naître un doute sérieux sur la légalité de l'arrêté du 13 septembre 2019 par lequel la préfète de la Gironde a pris un arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées en vue de permettre l'aménagement d'un tronçon de route départementale n° 1215, dite déviation du Taillan, sur les communes du Taillan-Médoc, de Saint Aubin-de-Médoc, du Pian-Médoc et d'Arsac par le département de la Gironde. Par suite, et sans qu'il soit besoin d'examiner la fin de non-recevoir opposée par la préfète de la Gironde comme de se prononcer sur la condition d'urgence, les conclusions de l'association Natur'Jalles et autres aux fins de suspension de l'exécution de cet arrêté doivent être rejetées.

Sur les frais exposés par les parties à l'occasion du litige :

5. Dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de laisser à la charge des parties les frais qu'elles ont exposés sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

ORDONNE :

Article 1^{er} : La requête de l'association Natur'Jalles, de l'association France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine, de M. Bouchard, de M. Das Neves, de Mme Barré, de M. Claverie, de M. Jérôme Molleton et Mme Nadia Molleton, de M. Lyon, et de M. Bouchet est rejetée.

Article 2 : Les conclusions du département de la Gironde présentée sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : La présente ordonnance sera notifiée à l'association Natur'Jalles, à l'association France Nature Environnement Nouvelle-Aquitaine, à M. Philippe Bouchard, à M. David Das Neves, à Mme Sandrine Barré, M. Guillaume Claverie, à M. Jérôme Molleton et à Mme Nadia Molleton, à M. Franck Lyon, à M. Serge Bouchet, à la préfète de la Gironde et au département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 17 février 2020.

Le juge des référés,

Le greffier,

J-C. PAUZIÈS

C. GIOFFRÉ

La République mande et ordonne à la préfète de la Gironde en ce qui la concerne, et à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente ordonnance.

Pour expédition conforme :
Le Greffier,